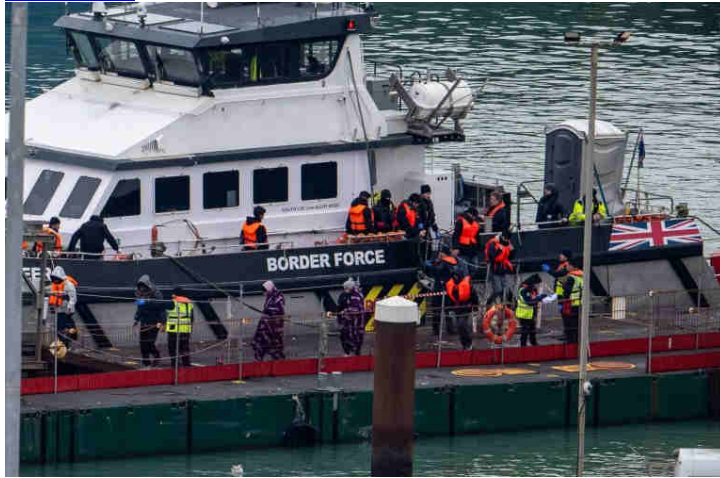


20260107 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/69062/accord-un-pour-un--des-migrants-enfermes-au-royaumeuni-avant-leur-renvoi-vers-la-france-denoncent-des-traitements-degradants>

Actualités



Des migrants secourus par les forces britanniques arrivent à Douvres, en Angleterre, le 15 janvier 2025. Crédit : Reuters

Accord "un pour un" : des migrants enfermés au Royaume-Uni avant leur renvoi vers la France dénoncent des traitements dégradants

Par [La rédaction](#)

Selon The Guardian, quatre-vingts migrants placés en centre de rétention au Royaume-Uni en vue de leur renvoi en France affirment avoir subi des traitements dégradants de la part des autorités britanniques. Des plaintes balayées par le Home Office.

[Selon une information du média britannique The Guardian](#), quatre-vingts migrants placés en centre de rétention au Royaume-Uni en vue de leur renvoi en France affirment avoir subi des traitements dégradants de la part des autorités britanniques. Leurs doléances ont été rassemblées dans un document intitulé : "Rapport sur les conditions de détention et le traitement au centre de rétention administrative d'Harmondsworth".

Dans [le cadre de l'accord "un pour un"](#) signé cet été entre Londres et Paris pour tenter de freiner les traversées illégales de la Manche, les autorités britanniques ont désormais la possibilité d'arrêter directement les migrants arrivés via "small boats" sur le sol britannique et de les placer en centre de rétention. Selon les termes de l'accord franco-britannique, Londres a ensuite 14 jours pour expulser les migrants vers la France.

A lire aussi

[*Royaume-Uni : dans les centres de rétention, les conditions de vie se détériorent "de manière inquiétante"*](#)

Dans leur rapport consulté par The Guardian, les migrants, originaires du Soudan, d'Afghanistan et d'Iran notamment, appellent les instances de l'ONU à enquêter sur leur traitement, affirmant avoir subi "peur, humiliation et détresse psychologique" à

Harmondsworth depuis leur arrivée au Royaume-Uni. Ils accusent le Home Office – ministère de l'Intérieur britannique - de les soumettre à une détention arbitraire, de leur refuser l'accès à un avocat. Ils dénoncent aussi un accès limité à des soins médicaux, des traitements dégradants et des préjudices psychologiques.

"Nous ne reconnaissons pas ces allégations", déclare le Home Office

"De nombreux incidents impliquant des personnes dont la santé mentale est fragile, y compris des tentatives d'automutilation, ont été recensés", rapporte le Guardian qui cite des extraits du rapport. Des détenus signalent avoir été placés à l'isolement ou dans des unités disciplinaires. "Ce climat engendre une peur, un désespoir et une incertitude constante."

Le centre de rétention d'Harmondsworth n'a pas bonne presse. [En 2024, Charlie Taylor, l'inspecteur en chef des prisons l'avait déjà épinglé](#) dans un rapport. "Les conditions ici sont les pires que nous ayons vues dans un centre de détention pour migrants", avait-il déclaré. Pour rappel, au Royaume-Uni, les centres de rétention sont sous-traités à des entreprises privées (comme [Mitie](#)) - contrairement à la France où c'est l'Etat qui est en charge de ces structures.



Des migrants tentent d'embarquer sur un small boat depuis la plage de Gravelines, dans le nord de la France, pour rejoindre les côtes anglaises, le 6 novembre 2025. Crédit : Picture alliance

La plainte des 80 migrants a été balayée par le Home Office. "Nous ne reconnaissons pas les allégations concernant les conditions de détention à Harmondsworth. Nous considérons le bien-être des personnes détenues sous notre responsabilité comme étant de la plus haute importance", a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur, toujours selon le Guardian. Et de préciser : "La protection des frontières britanniques est notre priorité absolue. [L'accord "un pour un"] signifie que nous pouvons désormais renvoyer directement en France ceux qui arrivent à bord de petites embarcations, frappant ainsi au cœur même du modèle économique des réseaux criminels."

Confisquer les téléphones portables

La diffusion de cette plainte coïncide avec l'entrée en vigueur [de nouveaux pouvoirs gouvernementaux](#) : désormais, les policiers britanniques pourront procéder à des fouilles lors de l'arrivée au port des migrants secourus dans la Manche. Les agents seront habilités à demander aux exilés de retirer leur manteau et leurs gants afin de confisquer les téléphones portables, et de fouiller leur bouche pour récupérer des cartes SIM dissimulées. Le but :

recupérer d'éventuelles informations sur les réseaux de trafiquants et démanteler les organisations mafieuses.

Selon les données du Home Office, 41 472 exilés ont atteint le Royaume-Uni en 2025 après avoir traversé la Manche depuis la France à bord de petites embarcations. Il s'agit du deuxième nombre d'arrivées le plus élevé jamais enregistré depuis le début des relevés en 2018 par le gouvernement britannique.

A lire aussi

["J'ai fait trop de route pour m'arrêter maintenant" : à Calais, les nouvelles lois britanniques ne dissuadent pas les migrants de rejoindre le Royaume-Uni](#)

L'accord "un pour un" a jusqu'ici débouché sur le retour forcé vers la France de 193 personnes (et l'admission par le Royaume-Uni de 195 autres), selon les dires du ministre de la Sécurité des frontières Alex Norris le 16 décembre et [la BBC](#).

Malgré le durcissement de la politique migratoire britannique, les exilés dans le nord de la France ne comptent pas changer leurs plans et [souhaitent souvent, coûte que coûte, rejoindre l'Angleterre](#). Déjà, parce qu'ils ne connaissent pas toujours l'existence des réformes anglaises. Ensuite, parce que beaucoup ne renonceront pas à leur objectif si près du but, alors qu'ils ne sont qu'à quelques kilomètres des côtes britanniques.